

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18292 - 71ÈME ANNÉE

L'exemple réunionnais dans un monde de conflits

Attentats de Paris : l'hommage de La Réunion des religions

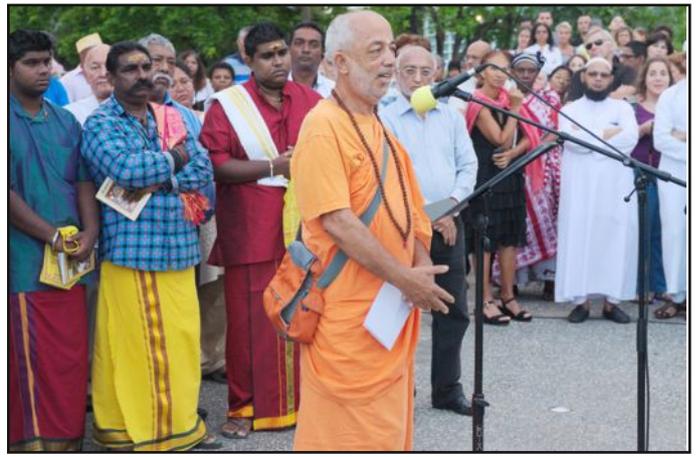


Hier à l'appel de Groupe de dialogue interreligieux de La Réunion, un hommage interreligieux a été rendu aux victimes des attentats de Paris. Cela a permis de souligner le formidable atout que constitue ce dialogue dans la période difficile que traverse le monde.

Un public nombreux était présent hier sur la place des Droits de l'Homme devant le théâtre de Champ-Fleuri. Dimanche dernier, un premier hommage avait été rendu. Hier, c'est La Réunion dans la diversité de ses religions qui s'est exprimée. Cette initiative du Groupe de dialogue interreligieux a donc connu un grand succès. Les responsables

religieux qui souhaitent s'exprimer ont pu tous le faire. La parole a donc été donnée notamment aux représentants des religions musulmanes, chrétiennes, hindouistes dont les ancêtres ont construit le peuple réunionnais. Après des interventions ponctuées par la lecture de texte religieux, les participants à l'hommage ont respecté une minute de silence. L'hom-

mage s'est poursuivi par la lecture d'une prière commune à toutes les religions de La Réunion. Il s'est conclu par l'illumination de la dalle des Droits de l'Homme par des bougies, autant de lumières pour rappeler la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre à Paris. Retour en images sur cette cérémonie.



Édito

Daech élément d'une crise globale au Moyen-Orient

L'Arabie Saoudite est un pays allié des Occidentaux, et notamment la France. Il est actuellement engagé dans la guerre civile au Yémen. Elle soutient un gouvernement sunnite opposé à des rebelles chiïtes. Ses avions sont responsables de bombardements qui ont semé la mort. Depuis le mois de septembre, l'Arabie Saoudite a envoyé des milliers de soldats combattre au sol au Yémen. Elle est un très bon client des marchands de canon de l'Occident.

Loin d'être un modèle de démocratie, le royaume intégriste a encore rappelé hier la nature de son régime. Un poète palestinien a été condamné à mort pour apostasie. Depuis le début de l'année, 151 personnes ont été exécutées dans ce pays, ce qui est sans doute le plus fort taux de mise à mort par habitant. Souvent les victimes de ces crimes d'État sont des travailleurs étrangers, qui y subissent l'esclavage. À maintes reprises, les organisations de défense des droits humains ont condamné ces procès iniques. Cela n'a pas ému les dirigeants occidentaux qui soutiennent ce régime.

En première instance, le poète avait été condamné à 4 ans de prison et 800 coups de fouet. Il a publié un ouvrage dont le contenu est jugé blasphématoire par les intégristes au pouvoir. Démentant cette accusation, le poète avait néanmoins demandé pardon. Les juges du premier tribunal n'avaient pas voulu le condamner à mort, mais lui avaient infligé comme peine un acte de torture. Un second tribunal est revenu

sur le jugement, en donnant à cette barbarie une dimension encore plus forte.

Des liens ont déjà été démontrés entre l'Arabie Saoudite et les groupes terroristes. Au départ, ces derniers étaient utilisés contre l'URSS en Afghanistan. Puis ils ont échappé au contrôle de leurs créateurs. Aujourd'hui, ils contrôlent un vaste territoire et disposent de finances suffisantes pour s'auto-proclamer à la tête d'un État, Daech.

C'est le résultat d'une évolution à laquelle les Occidentaux par leur allié interposé ont contribué. Il faudra de nombreuses années pour tout réparer afin d'aller vers une solution globale au Moyen-Orient, car il est difficile de penser vaincre le terrorisme tout en continuant à soutenir des régimes dictatoriaux.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Pour soutenir les TPE-PME et permettre aux Réunionnais d'ici et d'ailleurs d'investir dans l'économie de leur pays

Une Bourse de La Réunion et le Prêt populaire

Patrick Lebreton propose de mobiliser l'épargne des Réunionnais vivant à La Réunion et ailleurs pour soutenir les besoins en capitaux des TPE et PME de La Réunion. C'est la création d'une Bourse de La Réunion et d'un prêt populaire, afin de donner une alternative au microcrédit, à la frilosité des banques et aux fonds d'investissement au ticket d'entrée trop élevé. Les deux dispositifs ouvrent en effet la possibilité aux Réunionnais qui sont partis vivre ailleurs d'investir dans leur pays natal, là où vit leur famille.

Patrick Lebreton tenait hier une conférence de presse aux côtés de Maurice Gironcel, Julien Magamootoo, Jean-François Fontaine et Jean-Jacques Grondin.

Pour une Réunion nouvelle a présenté la suite de ses propositions pour soutenir le développement de l'économie de La Réunion. La semaine dernière, il était question d'un fonds d'urgence pour aider des entreprises bien gérées à passer des caps difficiles. Pour cela, Pour une Réunion nouvelle abondera un fonds de 200 millions d'euros pour financer des opérations d'accompagnement, ainsi que des aides d'urgence pour soutenir la reprise, ou l'exécution de plan de redressement.

Hier, il a été question de mesures plus globales. Patrick Lebreton propose de mobiliser l'épargne des Réunionnais vivant à La Réunion et ailleurs pour soutenir les besoins en capitaux des TPE et PME de La Réunion.

Ces dernières sont au cœur de notre économie. Elles apportent 60 % des emplois. Mais seulement 30 % des entreprises passent le cap des 10 ans. « Tout doit être mis en œuvre pour les soutenir », indique le candidat de Pour une Réunion nouvelle. Mais au cours des 5 dernières années, la Région n'a pas eu de financement ambitieux des TPE-PME au cours du mandat 2010-2015.

« Aux côtés du peuple artisan, commerçant, agricole »

« Dans une île où 60 % des jeunes sont au chômage, nous voulons nous battre aux côtés du peuple artisan, commerçant, agricole », af-

irme Patrick Lebreton. Il rappelle également que La Réunion est arrivé aux limites du dispositif institutionnel, et que dans ce cadre, il est important de rechercher « des moyens spécifiques pour nous en sortir ».

« Tout demander à la France dans un assistantat habitué ne peut plus être la solution pour sortir le pays de l'ornière où il est », précise Patrick Lebreton. Il préconise donc « une démarche d'ouverture sur la région océan Indien élargie ».

Julien Magamootoo a présenté deux mesures de soutien aux entreprises de La Réunion. Elles visent à ouvrir aux TPE-PME la source de nouveaux financements. Car actuellement, le microcrédit n'est pas adapté, les banques sont trop frileuses, les fonds d'investissement de la Région sont réservés aux projet au-dessus de 1,2 million d'investissement (5 entreprises aidées par la région en 2014), et entraînent le risque d'une prise de contrôle de l'entreprise par l'investisseur.

Bourse de La Réunion

La première proposition est une Bourse de La Réunion, sous la forme d'un site internet. C'est « une bourse réservée aux PME de La Réunion. Elle doit permettre de financer la croissance de ces PME avec des dispositifs moyens, 150 000 euros pas plus ». Avec cette bourse, les Réunionnais pourront miser sur ces entreprises, sous la forme d'un investissement sécurisé. Ces dernières devront aussi relever le défi en matière de transparence et de gouvernance. Leur valeur sera estimée par un expert indépendant. Revalorisée chaque semaine, la Bourse ne sera pas gérée par la Ré-

gion, mais par un opérateur désigné par appel d'offres, avec comme exemple la Place d'échange Alternativa de Lyon. À la différence du fonds d'investissement, cette méthode permet au créateur de rester aux commandes de l'entreprise, et de maîtriser l'ouverture de son capital.

L'objectif à long terme est de créer la bourse européenne dans l'océan indien pour assumer des investissements dans la région. Maurice a déjà sa bourse depuis 25 ans, Singapour également rappelle Julien Magamootoo.

Prêt populaire

Le deuxième dispositif est le prêt populaire. Il s'inspire du crowdfunding. Il permettra des financements de 1.500 à 10.000 euros abondés par des investisseurs pour pourront prêter à partir de 20 euros. Le but est d'aider à développer de petites structures. Ce sera là aussi un site web, où des particuliers auront accès à une vitrine d'entreprises. C'est un financement rapide, de proximité.

« La structure qui gèrera cette plateforme de prêt préselectionnera et notera en fonction du risque les entreprises », précise Julien Magamootoo qui souligne qu'« en Europe, le taux de remboursement est proche de 98 % ».

Ces deux dispositifs sont une opportunité pour les Réunionnais de la diaspora d'investir.

« Il existe une élite réunionnaise qui est ailleurs », explique Patrick Lebreton. Ces deux projets permettra à des personnes d'investir sans être physiquement présentes.



Julien Magamootoo, Patrick Lebreton, Maurice Gironcel, Jean-François Fontaine et Jean-Jacques Grondin.

Briser le monopole du RSI

La dernière partie de la conférence de presse a évoqué le RSI, régime social des indépendants. Patrick Lebreton est « pour une alternative au monopole du RSI. Pour une remise à plat en profitant de 2017, avec un nouveau contrat économique avec le gouvernement qu'elle qu'il soit ». Il préconise d'« arriver à une liberté de choix pour au moins la retraite ». Le but est de « faire vivre la libre concurrence, et sortir les petits commerçant et artisans du poids des charges écrasantes ».

Jean-Jacques Grondin revient sur les origines de la crise du RSI. Le Régime social est indépendants est la fusion des plusieurs caisses. Avant, celle du régime maladie était excédentaire et allait couvrir le déficit des caisses de retraites. Mais pour Jean-Jacques Grondin, le RSI s'est fait en vitesse, avec des fichiers pas mis à jour, des montants estimés... c'est la colère des cotisants. Ibrahim Patel, président du RSI et Bernard Piccardo vice-président du RSI, ont été loi d'éteindre le mécontentement.

Jean-François Fontaine a ouvert son entreprise depuis 16 ans. Pour la première fois, il a des difficultés à payer. Sur la base d'une estimation, il doit 22000 euros au RSI à payer. Il serait donc content si la Région peut nous aider sur ce sujet.

Jean-Jacques Grondin a également demandé de remettre à plat le principe des clauses sociales dans les appels d'offres de la Région. « On demande sur un chantier de 6 mois d'embaucher une personne pour 160 heures. Plutôt remplacer cela par des emplois pour des personnes de la commune sur toute la durée du chantier ». Il met aussi le doigt sur le problème de la sous-traitance : « ceux qui ont accepté des marchés de sous-traitance avec les bénéficiaires des marchés mettent souvent la clé sous la porte ».

Une campagne de terrain

En conclusion, Patrick Lebreton a présenté le document de programme qui sera remis à la population par portage, une démarche militante, et donc pas par la Poste.

Un projet qui tient compte des propositions des composantes de l'Union, et notamment de celles du PCR : étude économique et financière de la la NRL, armature ferroviaire du réseau de transport, économie du recyclage ou les deux grands services dans l'environnement et l'aide à la personne.

Maurice Gironcel a ainsi rappelé qu'une campagne électorale se gagne sur le terrain et pas dans les sondages. À lui seul, le PCR a organisé 200 petites réunions café, de 40 à 50 personnes. « C'est une politique de proximité, avec les gens pour faire partager notre projet pour La Réunion ».

« Un projet révolutionnaire » pour Maurice Gironcel, car il engage une démarche sur 20 ans, avec une union des forces politiques progressistes pour les prochaines échéances.

« On veut une rupture avec ce qui se fait. On est au bout du système, il faut autre chose.

Le 6 décembre on va choisir, vous pouvez bousculer les choses et mettre en œuvre autre chose », conclut-il.

Otè

Konm i sava la, lo pis sar touzour d'si shyin mèg !

Aprés a néna ankor inn dé sharzèr d'lo pou promèt a nou la linn, 30 000 anplwa par isi, 50 000 par laba, kado pou noèl, parl pi. Apré bann zatanta la sominn dérnnyèr, lo prézidan la républik la di "Ti pé larzan i rès va ansèr aryink pou la sékirité dan la frans" pou rokrit bann polisié pou argard bann zij, pou bann gardyin prizon pou mwayéné larmé tousala. Pou lé zot boudikont konm kréol i di odrémié pou lèr, argard dann in trou. Fasil a konprann, vik larzan lé rar konm korn lapin.

Sanm pou mwinn si i ansèrv larzan pou fé la guér, find'kont va mank ayèr. Kisa i sipotra ankor plis lé konsékans de tousala ? Gramoun i di "lo pis i mont touzour d'si shyin mèg". Sa lé valab pou nou isi. Ni rokoné nou ké nout péi la touzour èt a la trinn, kiswa pou lékol, kiswa pou nout dévlopman, kiswa pou nout transpor, kiswa pou nout lagrikiltir tousala. Dopli lo tan ni di, i fo fé in gran ratrapaz pou nou, vik ziska zordi nou lé an rotar konm mi di la bon o.

Néna i di, lo moman té zis bon pou komans okip pou vréman nout ratrapaz la. Nout kamarad Paul la di dan son konfèrans de prèss zedi, li la di konm sa "la gèr kont lo téroris va romèt tout an koz la Rényon". Li di konm sa larzan va ansèrv pou la gèr sra larzan va mank a nou la Rènyon. Konm nou la plis bozwin, konm nou lé plis mèg ké tout, ni pé di "konm ni sava la, lo pis sar touzour d'si shyin mèg" !

Justin

« In gazon do ri i anprète pa ! » – in kozman pou la rout

Zot I koné nana tout kalité proverb dann la lang kréol. In pé lé pli zoli ké d'ot ! Kan mi ékri sa mi pans proverb moin la mark an-o la, sa in mark la solidarité. Moin la vi, souvan-dé fo, dann mon prop famiy in moun i pas é momomon i done ali in boushé manzé ; moin la vi sa dann d'ot famiy galman. Mi koné pa koman sa l'arivé mé sirman sa sé lo rézilta in gran péryod bann rényoné té i lite pou gingn z'ot manzé – konm koméla, é pliské koméla. Mi pans in proverb konmsa sa i fo ni respèk toultan ké ni gingn. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? fé travay bien z'ot koko ! fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.